RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Hanoune dénonce le flou

La secrétaire générale du PT Louisa Hanoune a déclaré hier à Oran, au cours d'un meeting à la salle El Feth, qu'elle préférait une réforme profonde de la Constitution à la place d'une simple révision.

Devant une salle comble de militants, le numéro 1 du PT a ainsi longuement évoqué les discussions et débat entourant la révision constitutionnelle tout en prenant le soin de dire qu'en l'état actuel, tout était opaque, flou et que l'on assistait à un cafouillage. «Cette révision de la Constitution est encore entre les mains des grands décideurs et jusqu'ici, il n'y a que des bavardages sur son contenu exact et des supputations», dira l'oratrice qui, pour son parti, réserve sa position. Néanmoins, Louisa Hanoune rappellera que le PT, depuis 2004, milite non pas pour un lifting mais une vraie réforme profonde de la Constitution.

Ce flou et cette opacité autour des véritables intentions du pouvoir quant au contenu de la révision de la Constitution ne font que rajouter à la situation tendue et dangereuse, ainsi que les tentatives de déstabilisation de l'Algérie. Et dans ce contexte, Louisa Hanoune prône non pas une période de transition, qui n'est plus d'actualité, mais une réforme profonde de la Constitution.

Sans entrer dans les détails, Louisa Hanoune, estime qu'il faille aller vers un système monocamérale et donc la suppression de la seconde Chambre. L'unique Chambre se devra de consacrer un système avec la primauté du législatif, et un gouvernement engageant sa responsabilité devant cette unique Chambre.

Le prolongement d'un tel système est qu'il doit être basé sur une implication des citoyens et donc des élections réellement libres, explique la SG du PT, et cela pour arriver «à la seconde République populaire et démocratique».

Dans son prolongement, Hanoune s'interrogera sur les raisons de la sortie médiatique du président de l'APN, ou de savoir encore qui l'a autorisé à le faire. Pour elle, ces hésitations et son cafouillage sont là pour renforcer sa conviction que rien n'est encore clair, ajoutant que Ould Khelifa n'avait pas à faire cette intervention et qu'au sein de l'APN «chaque parti aura sa propre opinion et position à défendre».

Dans la foulée de son intervention sur la révision constitutionnelle, la patronne du PT évoquera la nécessité de créer un ministère délégué de tamazight pour la consacrer véritablement comme langue officielle ; sur le plan du découpage administratif, elle critique la décision de faire des wilayas déléguées et revendiquer des wilayas à part entière ainsi que doubler le nombre de communes dans le pays.

Photo : Newpress

Hanoune prévient contre le risque d'une révolution sociale.

Passant alors aux questions économiques, la SG du PT rappellera que son parti est un parti de gauche avec un programme ancré à gauche. Là aussi, les enjeux pour elle sont ceux de répondre aux besoins socioéconomiques des Algériens et lutter contre le chômage. Dans ce contexte, elle s'en prendra tous azimuts aux «barrons de l'import-import, aux prédateurs et aux oligarques».

La politique économique du gouvernement doit consacrer, dira-t-elle, le maintien de l'Etat dans la sphère économique. Et de lâcher avec force sous les applaudissements de la salle «les oligarques ont la mainmise sur le pouvoir, l'Algérie n'est pas l'Ukraine, les oligarques n'en ont jamais assez, ils en veulent toujours plus et quand ils voient que leurs intérêts sont menacés, ils sont capables de se retourner contre le pouvoir qui leur a ouvert les portes».

Sans trop s'étaler, Louisa Hanoune lancera encore des piques à ceux des ministres qui ont des entreprises, des affaires privées et qui, donc, usent de leur position pour s'octroyer des avantages ou des marchés, «une façon de siphonner l'argent public» et de demander que ce genre de choses ne soit plus permis, à savoir les conflits d'intérêts. Plus loin, elle mettra en garde le système en disant que s'il ne sait pas répondre par la satisfaction aux revendications sociales des Algériens, il prend le risque de provoquer une révolution sociale dont il aura la responsabilité.

Sur le plan international, la SG du PT redoublera de solidarité à l'égard du Venezuela, cible de l'impérialisme américain, tout comme elle usera du terme de criminel et de repaire de criminels pour parler de la Ligue arabe, de l'intervention de l'Arabie Saoudite et du Qatar contre le Yémen. Elle y voit des pays qui agissent au final pour protéger les intérêts de l'impérialisme américain et sioniste contre un Etat musulman.

Fayçal M.

INTERVENANT LORS DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL NATIONAL DU MPA

Benyounès critique l'opposition et les médias

Le leader du MPA (Mouvement populaire algérien) s'est, une nouvelle fois, attaqué à l'opposition en lui reprochant de se focaliser sur la personne du président de la République. Il l'accuse également de vouloir faire revenir les terroristes sur la scène politique.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour Amara Benyounès, l'opposition est dans l'incapacité de mobiliser et n'existe qu'à travers certains médias. «Elle est beaucoup moins crédible que le pouvoir», dit-il. Une opposition qu'il accuse de vouloir d'un coup d'Etat.

Il estime que l'Algérie ne compte pas une opposition mais juste des opposants à la personne du président de la République. «Depuis 2011, certaines personnalités de l'opposition interviennent au quotidien dans les mêmes journaux», fait-il remarquer.

Le patron du MPA s'est attaqué ainsi à «certains journaux». Selon lui, ces journaux veulent imposer ces personnalités de l'opposition au peuple. Or, poursuit-il, «aucun journal ne peut imposer sa solution au peuple algérien».

Intervenant à l'ouverture de la session ordinaire du conseil national de son parti hier, à Alger, Amara Benyounès reproche également à l'opposition de vouloir réhabiliter les terroristes et les faire revenir sur la scène politique. «Ils veulent faire revenir les terroristes qui ont tué, détruit et incendié sur la scène politique», dit-il avant d'ajouter : «Et j'assume ce que je dis.»

Photo : Newpress

Amara Benyounès, SG du MPA.

Il regrette aussi de voir des chaînes de télévision donner la parole à certains terroristes. Il fait ainsi allusion au passage de l'ex-chef de l'AIS (Armée islamique du salut), Madani Mezrag, sur une chaîne de télévision privée. Toutefois, il feint d'ignorer que ce même Madani Mezrag a été reçu à la présidence par Ahmed Ouyahia dans le cadre des consultations sur le projet de la révision constitutionnelle.

Concernant l'initiative du FFS (Front des forces socialistes) portant conférence nationale sur la reconstruction du consensus, le patron du MPA a affirmé n'avoir rien reçu de la direction du FFS quant à certaines questions liées à l'ordre du jour ainsi qu'aux participants à cette réunion. Dans ce cas, il dira qu'il est impossible d'y prendre part.

Ry. N.

ÉDUCATION

La FNTE passe au peigne fin la charte de l'éthique

Ne cachant pas sa satisfaction après l'installation de la commission mixte chargée du statut particulier de l'éducation, la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation mobilise ses troupes autour de la charte de l'éthique proposée par la ministre de l'Education.

Affiliée à l'UGTA, la FNTE se dit totalement décomplexée par rapport aux mouvements de protestation. Son président, qui supervisait hier les travaux d'une conférence nationale, a justifié le non-recours de sa fédération aux grèves par sa totale satisfaction quant au ryhtme du dialogue avec la tutelle. Ferhat Chabekh affirme que ceux qui pointent du doigt la FNTE pour sa non-participation aux mouvements de grève n'arriveront pas à complexer ses membres qui, dit-il, ont été parmi les premiers à signer un procès-verbal avec la tutelle au sujet de la réouverture du statut particulier.

Tant que le dialogue est ouvert, dit-il, rien ne justifie la grève. Il reconnaît, néanmoins, l'existence de plusieurs points toujours pas satisfaits par la tutelle à l'image de la réhabilitation des corps communs, les primes du Sud et des Hauts-Plateaux, la réduction du temps de travail pour les enseignants du cycle primaire, le logement de fonction ainsi que l'effet rétroactif pour les enseignants récemment promus.

Au cours de la conférence nationale tenue hier à Alger, les cadres de la FNTE ont été appelés à débattre de ces questions mais également à enrichir le débat sur la révision du statut particulier ainsi que la charte de l'éthique que propose le département de l'éducation.

N. I.